

...

### L'APPUI À LA DÉCENTRALISATION

Les migrants interviennent dans près d'un tiers des projets communaux, ce qui représente 31 % des projets qu'ils ont soutenus sur la période 2000 - 2004.

Dans deux communes sur trois, les migrants ont participé au moins une fois au financement de projets réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale, et dans 30 % des communes enquêtées, ils sont intervenus pour apporter la quote-part des bénéficiaires de l'ANICT (Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales).

La nécessité de devoir intervenir à cette échelle a encouragé l'apparition d'associations communales de ressortissants. Ces fédérations regroupent les associations villageoises d'une même commune ; elles reposent sur le besoin de donner aux élus un interlocuteur unique capable de parler au nom de tous les ressortissants de la commune installés en France. Ces structures se multiplient à l'heure actuelle : dans 13 des 21 communes enquêtées au Mali (62 % des cas), une association communale de ressortissants a été créée en France.

### Conclusion de l'étude

**Les associations de migrants sont par nature les bailleurs de fonds dont l'action connaît la plus grande intensité et la plus grande continuité dans la région de Kayes.**

**Ces dix dernières années, leur action s'est progressivement adaptée aux évolutions imprimées par les autres acteurs de développement (coopérations décentralisées, programmes nationaux...) mais également aux nouveaux rôles attribués aux communes rurales maliennes dans le développement local.**

**Les migrants pallient les difficultés économiques qu'ils rencontrent en France par la multiplication des projets menés en partenariat, et transfèrent progressivement les décisions et les responsabilités sur le choix des priorités locales aux communes.**

**Cette étude confirme certains axes de la politique franco-malienne de codéveloppement, en l'occurrence le volet développement local, qui propose un appui aux projets d'infrastructures locales dans les zones de migration, fondé sur la relation entre les migrants et leur village ou leur commune d'origine.**



Mairie de la commune de Lambidou (cercle de Diéma), dont la construction a été entièrement financée par les migrants.

### CONTACTS

Cellule technique du Codéveloppement Mali  
Hamidou BATHILY, Olivier KABA  
Quartier du fleuve BAMAKO  
Tél. : 223.67.55 Fax: 223.67.54  
email : fspcodev@cefib.com

Cellule relais du Codéveloppement  
Gilles CRESSAN, pS-Eau  
pS-Eau, 2 rue le peletier 75009 Paris  
Tél. 01 53 34 91 23  
email : cressan@pseau.org

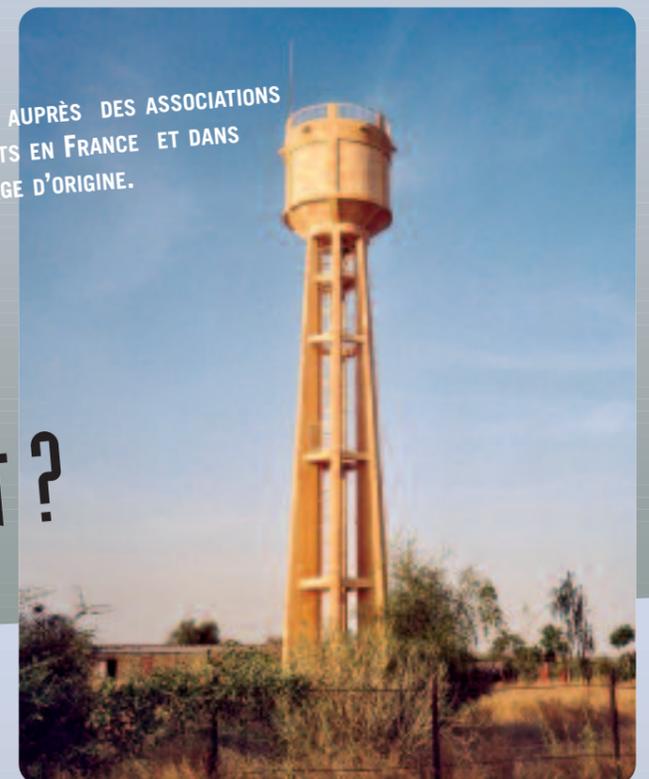


Rédaction : Pierre Lévy, Olivier Kaba / Conception graphique / réalisation : Solange Münzer. Impression : IMP Graphic, Cosne-sur-Loire, janvier 2005

## Le FSP Codéveloppement Mali

# Migrants : quelle place dans le développement ?

UNE ÉTUDE AUPRÈS DES ASSOCIATIONS  
DE MIGRANTS EN FRANCE ET DANS  
LEUR VILLAGE D'ORIGINE.



Château d'eau à Dogoféry (cercle de Yélimané), construit grâce au soutien des migrants.

### Contexte de l'étude

Frontalière du Sénégal et de la Mauritanie, la région de Kayes est la zone d'origine de la grande majorité des immigrants maliens installés en France (près de 80%). Amorcée au cours des années 70, l'action des associations de ressortissants maliens en faveur du développement de leur village n'a cessé de prendre de l'ampleur. Depuis 1981, avec l'accès au statut d'association de loi 1901 pour les associations d'étrangers, les projets villageois appuyés par les migrants en France se sont multipliés.

Les volumes financiers investis dans ces projets sont colossaux. Derrière une multitude de micro-projets à caractère social, les associations de migrants ont développé une réelle stratégie d'intervention qui s'est progressivement adaptée à un contexte changeant en France comme au Mali.

Durant ces dix dernières années, les migrants ont dû tenir compte de la dégradation de leurs conditions de vie en France, de la nécessaire mise en cohérence de leurs actions avec les autres bailleurs de fonds et des évolutions institutionnelles majeures comme la décentralisation au Mali.

Cette étude, réalisée en 2004 dans le cadre du FSP Codéveloppement Mali<sup>1</sup>, a permis de caractériser les évolutions des pratiques des associations de migrants en faveur de leur région d'origine.

En France, les enquêtes ont concerné 42 associations regroupant 11 000 adhérents et au Mali 31 villages et 21 communes, soit près de 135 000 habitants. Près de 250 réalisations ont été analysées<sup>2</sup>.

En moyenne, les associations de migrants conduisent un projet tous les 5 ans et destinent annuellement 9 millions de Fcfa à ce type de projet. Par extrapolation, on pourrait évaluer la contribution annuelle des 400 associations de migrants officiellement recensées en France à environ 3,6 milliards de Fcfa (5,5 millions d'euros) pour la région de Kayes. Cette contribution des migrants est variable selon les cercles.

<sup>1</sup> Etude réalisée auprès des associations de migrants en France et dans les villages et communes d'origine au Mali par Lisa Gauvrit et Goulven Le Bahers (Institut National d'Agronomie de Paris Grignon) appuyés par Pierre Lévy (Agence Générale d'Expertise pour le Développement)

<sup>2</sup> Les données sont le résultat des enquêtes auprès des migrants et de leurs partenaires en région de Kayes. L'échantillon construit est raisonné, mais les estimations chiffrées des coûts des projets sont liées à la mémoire des projets que conservent les acteurs impliqués.

## Données chiffrées

1 € = 656 Fcfa

### LES MONTANTS INVESTIS STAGNENT MAIS LE NOMBRE DE PROJETS AUGMENTE

Jusqu'au milieu des années 90, les actions menées par les migrants croissent à un rythme exponentiel. Ce mouvement est à corréluer au « boom » associatif dans la communauté malienne en France.

A partir de 1995, cette dynamique décline ; la stagnation du nombre de projets se traduit par une baisse effective des montants investis. A partir de 2000, la décentralisation et les sollicitations des nouvelles communes entraînent une reprise des efforts consentis par les migrants, même si la croissance en volume financier (+ 20 % entre les périodes 95-99 et 00/04) n'a pas la même vigueur qu'en nombre de projets (+ 57 % pour la même période).

Le décalage croissant, ces dix dernières années, entre le nombre de projets réalisés et le volume des montants investis s'explique par la conjugaison de deux facteurs : d'une part, la diminution du coût moyen des projets du fait de l'évolution des secteurs d'intervention des migrants, d'autre part l'augmentation du nombre de projets réalisés en cofinancement avec des partenaires extérieurs.

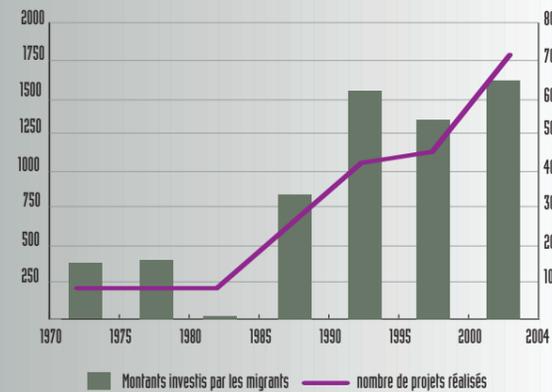
### LES SECTEURS D'INTERVENTION ÉVOLUENT

Ce sont d'abord les centres de santé qui reflètent à partir de fin 80 la force de mobilisation des migrants. Après 90, ce secteur est remplacé par les adductions d'eau potable.

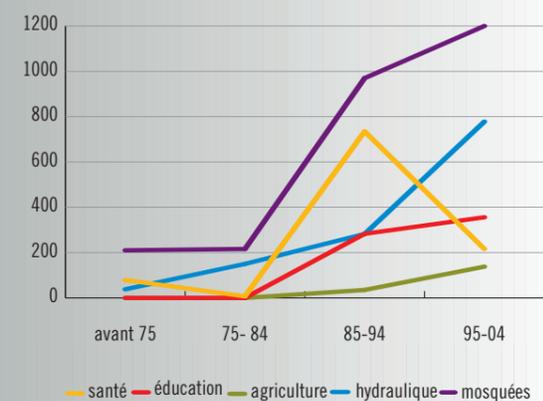
Dans le domaine hydraulique, les volumes financiers investis augmentent, mais le nombre de réalisations est en baisse. Ceci est dû à l'émergence de projets d'adduction d'eau très coûteux qui remplacent progressivement les puits et les forages.

En nombre de projets réalisés, l'éducation est actuellement le premier secteur d'intervention. La forte croissance de construction de salles de classe témoigne de la demande émanant du terrain (les écoles constituent le second investissement des communes après les mairies) mais aussi d'une certaine volonté des migrants de rompre avec la « migration analphabète ».

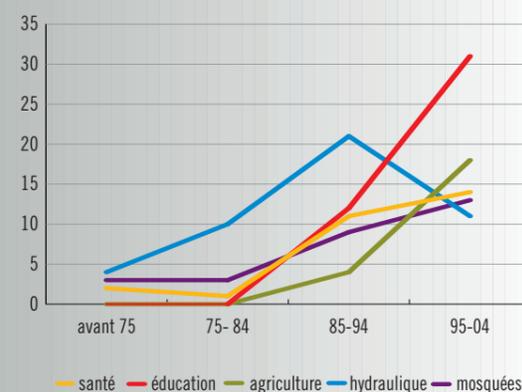
Evolution des montants investis et du nombre de projets réalisés (en millions de Fcfa)



Evolution des volumes investis par secteur (en millions de Fcfa)



Evolution du nombre de projets par secteur



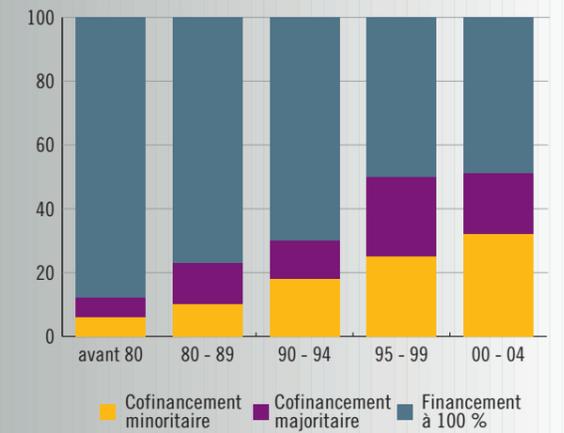
La construction de mosquées est le premier poste d'investissement des migrants, surtout des migrants vivant en Afrique centrale. Les mosquées jouent un rôle de prestige et constituent souvent une carte d'entrée pour légitimer la réalisation d'autres projets. Ci-contre, la mosquée de Diakon (cercle de Bafoulabé).

### LES MIGRANTS MOBILISENT DE PLUS EN PLUS D'AUTRES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Ces dix dernières années, les migrants ont mobilisé des partenaires extérieurs dans près de la moitié de leurs projets. En même temps, les projets auxquels ils n'apportent qu'un cofinancement minoritaire augmente régulièrement pour atteindre 32% ces cinq dernières années.

On note une participation de plus en plus fréquente des migrants à des programmes sectoriels mis en place par l'Etat malien et ses partenaires. Actuellement, un village sur deux entretient un partenariat de long terme avec une structure du Nord, que ce soit dans le cadre d'un jumelage (1/4 des associations enquêtées), avec une ONG professionnelle (1/3 des partenariats) ou une association.

Pourcentage des projets impliquant au moins un partenaire



### L'INITIATIVE DES PROJETS EST PROGRESSIVEMENT TRANSFÉRÉE LOCALEMENT

Depuis les années 90, plus de 50 % des projets sont initiés depuis le Mali, soit par les responsables associatifs ou villageois, soit, à partir de 1999, par les élus, qui jouent un rôle fort en la matière (27 % des cas). On assiste ainsi à une véritable inversion de la dynamique engagée par les migrants en France dans les années 1970, la plus grande partie du pouvoir décisionnel sur la réalisation et la gestion des projets étant transférée aux acteurs locaux.

De plus en plus, les migrants s'orientent vers de nouveaux rôles : celui d'un acteur relais vers des partenaires du Nord, et de bailleur de fonds venant compléter les plans de financement.

Origine des projets impliquant les associations de migrants

